

par Liz Bernstein - CIMT

Le premier semestre de 2000 a été une période très active pour la Campagne internationale pour interdire les mines terrestres (CIMT), qui poursuit ses démarches en vue de la ratification et de la mise en l'application universelles de la Convention sur l'interdiction des mines.

Le deuxième anniversaire de la mise en vigueur de la Convention, le 1^{er} mars 2000, a galvanisé les membres de la CIMT, qui ont lancé des activités dans plus de 35 pays.

Aux sièges des Nations Unies, à New York, John Wack et Duane Robey, survivants américains de mines terrestres utilisées durant la Deuxième Guerre mondiale, se sont joints à un appel signé par 1 300 autres survivants de plus d'une douzaine de pays infestés de mines pour demander au président américain Bill Clinton d'adhérer au traité avant de quitter ses fonctions. Des survivants de pays comme la Bosnie et le Cambodge ont également remis des pétitions aux ambassades des États-Unis.

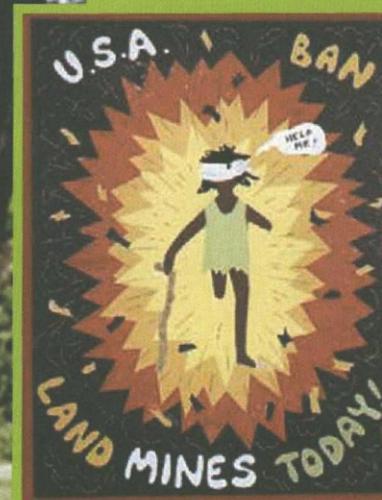
En Thaïlande, une manifestation à bicyclette a été organisée par le groupe Landmine Victims Network 1999, Sakaeo Province, en coopération avec la campagne thaïlandaise pour interdire les mines terrestres. Le « Landmines Bicycle Rally 2000 : Journey for Peace », qui s'est tenu du 25 avril au 1^{er} mai 2000, marquait le premier anniversaire de l'entrée en vigueur de la Convention d'Ottawa en Thaïlande. Les 51 participants à cet événement, dont 28 survivants thaïlandais, ont parcouru 259 kilomètres à vélo et ont reçu un appui important des localités situées le long du trajet, ainsi qu'une vaste couverture médiatique. Ce rallye avait pour but de sensibiliser la population à l'impact des mines terrestres en Thaïlande, de recueillir un appui pour les survivants thaïlandais et de réclamer la mise en application intégrale de la Convention.

la CIMT

À Fidji, l'ambassadeur de la CIMT, Tun Channareth, s'est adressé à une réunion de parlementaires des nations des îles du Pacifique pour leur demander instamment d'adhérer à la Convention et de la ratifier.

En Australie, on a recueilli des affiches produites dans tout le pays suite à l'appel global lancé par USA Ban Landmines Today. Le ministre australien des affaires étrangères, Alexander Downer, a participé au

Action mondiale pour universaliser et mettre en œuvre le traité d'interdiction des mines



Affiche australienne soumise en réponse à l'invitation du groupe USA Ban Landmines Today

En Thaïlande, des cyclistes marquent le premier anniversaire de l'entrée en vigueur de la Convention d'Ottawa.

choix des œuvres gagnantes.

En juillet, la campagne américaine pour interdire les mines terrestres a organisé plusieurs activités à Washington, notamment une conférence de formation de militants, une assemblée de prière œcuménique où des survivants ont fait des déclarations, une réception en l'honneur de Ken Rutherford, co-fondateur du groupe Landmine Survivors Network, et des journées de pression pendant lesquelles des militants de tout le pays ont rencontré leurs représentants au Congrès. Des membres de la campagne américaine ont rencontré 223 membres

du Congrès et leurs adjoints, tandis que des membres de la campagne belge ont remis au représentant James McGovern plus de 24 913 cartes postales réclamant l'interdiction des mines et demandant au président Clinton d'adhérer au traité d'interdiction.

Des conférences régionales organisées par des membres de la CIMT ou comprenant des participants de la Campagne internationale se sont tenues en Azerbaïdjan, au Bélarus (sur la destruction des stocks), en Égypte, en Malaisie, au Nigéria et en Slovaquie. Des séminaires ou colloques nationaux ont eu lieu dans plusieurs pays dont le Canada, l'Inde, l'Iran, le Japon, le Népal et les États-Unis.

Des membres de la CIMT ont tenu en Suisse une conférence intitulée « Engaging Non-State Actors in a Landmine Ban ». La CIMT a aussi organisé en mars une session

d'information sur les mines terrestres à l'intention du Groupe de contact sur la politique de sécurité étrangère commune du Parlement européen. L'ambassadrice de la CIMT, Jody Williams, et d'autres militants ont ensuite rencontré plusieurs représentants et députés de l'Union européenne en mai.

La Campagne a également poursuivi ses activités dans le cadre du programme de travail intersessionnel de la Convention tout au long de cette période. La participation de la CIMT à toutes les réunions des comités permanents d'experts (CPE) a aidé ces derniers à se concentrer sur les actions à entreprendre pendant la première année du programme. Avant la réunion du CPE sur l'état général et le fonctionnement de la Convention, en mai, la CIMT avait envoyé une lettre à tous les États parties pour attirer leur attention sur ses préoccupations.

Des membres de la CIMT ont également envoyé des lettres aux représentants des gouvernements à l'occasion de l'Assemblée générale de l'Organisation des États américains, du Sommet de l'Organisation de l'Unité africaine et de l'Assemblée des parlementaires francophones africains.

La CIMT a publié deux appels à l'action, l'un sous forme d'une lettre ouverte adressée au président russe, Vladimir Poutine, pour exprimer sa « profonde inquiétude face aux informations indiquant que la Russie a l'intention de miner sa frontière avec la Géorgie », et l'autre sous forme d'une campagne en faveur de la ratification de la Convention avant la deuxième réunion des États parties, qui doit avoir lieu en septembre 2000. Une importante délégation comprenant des militants, des démineurs, des survivants et des chercheurs de l'Observatoire des mines venus du monde entier assisteront à cette rencontre, qui sera la principale activité de cette année. En plus de lancer le Rapport de l'Observatoire des mines 2000, la CIMT organisera des expositions, des séances d'information, la présentation de films et d'autres activités médiatiques. ●